

Régie municipale électrique et mairie de Tarascon-sur-Ariège
Aménagement hydroélectrique du Saut-du-Teil sur le Vicdessos

Consultation pour l'élaboration du dossier technique et réglementaire de demande de renouvellement d'autorisation anticipée et d'augmentation de puissance/rénovation de l'aménagement (hors maîtrise d'œuvre)

Règlement de consultation (RC)

Représentant du pouvoir adjudicateur :

M. le Directeur de la Régie Municipale d'Électricité de Tarascon-sur-Ariège

Route d'Arignac – BP 70110 – 09 400 Tarascon-sur-Ariège cedex

Maître d'ouvrage : Régie municipale d'électricité de Tarascon-sur-Ariège (RME)

Représentant du Maître d'ouvrage : M. Philippe Ruffat, Directeur de la Régie Municipale d'Électricité de Tarascon-sur-Ariège, pour le compte de la commune de Tarascon-sur-Ariège

Opération : dans le cadre de l'augmentation de puissance/rénovation de l'aménagement hydroélectrique de Saut-du-Teil sur la rivière Vicdessos à Tarascon-sur-Ariège, l'opération porte sur :

- la réalisation de l'étude technico-économique poussée des solutions d'optimisation énergétique du site,
- la production des dossiers réglementaires associés et la relation à l'administration,
- les échanges réguliers avec la régie et la commune pour une compréhension et une appropriation mutuelles des besoins et des possibles.

Date et heure limites de réception des offres

15 juin 2026 à 12h00

Table des matières

Table des matières	2
1- Caractéristiques de la consultation	3
Acheteur – Pouvoir adjudicateur	3
Objet de la consultation	3
Allotissement	3
2- Conditions de la consultation	3
Mode de passation et forme du marché	3
Date limite de remise des offres	3
Tranches optionnelles	3
Variantes	3
Cotraitance	4
Délai de validité des offres	4
Durée du marché	4
Prix	5
Montant du marché	5
Modalités de financement	5
Modalités de paiement	5
Comptable assignataire	5
Modifications du marché	5
3- Conditions d’obtention du dossier de consultation	6
Composition du dossier de consultation	6
Retrait des DCE	6
4- Conditions de présentation des réponses	6
Au niveau de la candidature	7
Au niveau de l’offre	7
5- Conditions de transmission des réponses	8
6- Jugement des offres	8
Dispositions générales	8
Critères de jugement des offres	8
7- Conditions d’attribution du marché	9
Attribution du marché	9
Signature de l’acte d’engagement	9
9- Pièces contractuelles du marché	9
10- Notification du marché	9
11- Renseignements complémentaires	10

1- Caractéristiques de la consultation

Acheteur – Pouvoir adjudicateur

Le présent marché est réalisé pour le compte de :
Régie Municipale d'Électricité de Tarascon-sur-Ariège
Adresse postale : Route d'Arignac – BP 70110 – 09 400 Tarascon-sur-Ariège cedex
Téléphone : 05 61 05 90 08 Portable 06 14 75 55 11 (Monsieur Ruffat, directeur)
Mail : p.ruffat@rme09.fr
Site Internet : <https://rme09.fr/>

Objet de la consultation

Le marché objet de la présente consultation porte sur une mission d'étude technico-économique et de préparation de dossier réglementaire, pour l'aménagement du Saut-du-Teil, sur la rivière Vicdessos à Tarascon-sur-Ariège.

Le présent marché a pour objet de définir les modalités d'intervention du titulaire en application du code de la commande publique.

La localisation et le contenu attendu de la mission sont présentés dans le programme d'opération.

La mission confiée au titulaire comprend les éléments de mission suivants :

- la réalisation de l'étude technico-économique poussée des solutions d'optimisation énergétique du site,
- la production des dossiers réglementaires associés et la relation à l'administration,
- les échanges réguliers avec la régie et la commune pour une compréhension et une appropriation mutuelles des besoins et des possibles.

Allotissement

La présente prestation ne justifie pas un allotissement.

2- Conditions de la consultation

Mode de passation et forme du marché

La procédure de passation est la procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

Le marché est conclu à prix forfaitaire.

Date limite de remise des offres

Les date et heure limites de remise des plis sont fixées au 15 juin 2026 à 12h00.

Tranches optionnelles

Sans objet.

Variantes

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Cotraitance

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 euros T.T.C.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Délai de validité des offres

L'offre présentée par le titulaire est valable pendant une durée de six (6) mois à compter de la signature et transmission à la Régie municipale d'électricité de Tarascon-sur-Ariège (RME) par le titulaire.

Durée du marché

Le marché prend effet à sa notification.

Les délais d'exécution des prestations sont laissés à l'initiative du candidat qui devra les préciser à l'acte d'engagement, sans toutefois dépasser les délais plafonds correspondants.

A titre indicatif, la date de démarrage du présent marché est prévue pour le 1^{er} septembre 2026. La date de commencement de la mission est celle de la notification du marché par le maître d'ouvrage : retour de l'offre approuvée et signée.

Les délais d'exécution des éléments de mission s'inscrivent dans une durée prévisionnelle globale du marché de 15 mois. La mission est réputée achevée à la signature de l'arrêté renouvelant l'autorisation, prévu début 2028.

Les délais d'exécution envisagés sont de :

Echéance	Mission
Sept. à déc. 2026	Etude des solutions techniques
Sept. 2026 à août 2027	Préparation du dossier de demande de renouvellement d'autorisation anticipée
Septembre 2027	Dépôt du dossier pour la demande de renouvellement d'autorisation
Fin 2027 - Début 2028	Suivi des échanges avec la DDT pour aboutir à l'arrêté d'autorisation

Mission	Délai (jours calendaires)	Point de départ du délai
Etude des solutions techniques	90 jours	A la commande
Préparation du dossier de demande de renouvellement d'autorisation anticipée	280 jours	Une fois validée l'option technico-économique par le maître d'ouvrage
Dépôt du dossier pour la demande de renouvellement d'autorisation	7 jours	Une fois validé le dossier par le maître d'ouvrage
Suivi des échanges avec la DDT pour aboutir à l'arrêté d'autorisation	280 jours	Une fois reçu le retour de la DDT après le dépôt du dossier

Prix

Le présent marché est traité à prix global forfaitaire ferme et définitif dans les conditions fixées au CCAP.

L'offre de prix est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de mai 2026 appelé mois m₀.

Tout prix nouveau fera l'objet d'un avenant.

Montant du marché

Le prix forfaitaire constitue le montant du marché.

Modalités de financement

Le financement du présent marché est assuré par des fonds propres à la régie d'électricité de Tarascon-sur-Ariège.

Modalités de paiement

Le paiement des sommes dues se fait par application des dispositions des articles L2191-1 à L2191-6 du Code de la Commande Publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Comptable assignataire

Le comptable assignataire des dépenses est le comptable public du service de gestion comptable de Foix.

Modifications du marché

En application de l'article L2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié, dans les cas prévus audit article. Ces modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant.

3- Conditions d'obtention du dossier de consultation

Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation comporte :

- Des documents à consulter :
- le présent règlement de la consultation ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) valant acte d'engagement ;
- le programme de l'opération.
- Des documents à renseigner :
- le marché fait partie du dispositif DUME permettant la mise à disposition automatisée d'informations prévue dans le Code de la commande publique : l'utilisation du **Document unique de marché européen** (DUME) est fortement conseillée pour les candidats qui le peuvent. Le formulaire est à compléter lors de la soumission sur le profil acheteur ;
- défaut du DUME : les candidats pourront utiliser les déclarations DC1, DC2, disponibles avec leur notice d'utilisation :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

La régie municipale se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail à ce dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Retrait des DCE

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat, obligatoirement par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

4- Conditions de présentation des réponses

La candidature, l'offre et toutes pièces s'y rapportant (rapports, documentations, certificats, correspondances etc...) doivent être rédigées en langue française et ce, conformément à la Loi n° 94-665 du 4 Août 1994 relative à l'emploi de la langue Française et la circulaire d'application du 19 Mars 1996, et exprimées en euros (€).

Si les pièces sont rédigées en langue étrangère, elles devront être accompagnées d'une traduction en langue Française dont l'exactitude devra être certifiée par un traducteur expert auprès des Tribunaux (français ou étrangers) dont le nom et l'adresse seront indiqués.

L'utilisation des formulaires (DUME/DC1/DC2/DC4) est exigée ; les candidats sont invités à consulter la notice d'utilisation de chacun des formulaires fournis (disponible au lien indiqué ci-dessus).

Les candidats sont avertis qu'ils sont responsables du contenu de leur réponse et sont donc invités à bien la vérifier avant sa transmission. En aucun cas, ils ne pourront soulever de réclamation auprès de l'Agence en cas d'oubli d'un document.

Il n'y a pas de condition particulière à la présentation des réponses, qui seront obligatoirement déposées en mode dématérialisé sur la plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et comprendront les éléments mentionnés ci-après.

Au niveau de la candidature

Document unique de marché européen (DUME) : déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement, établie selon le modèle à compléter sur le profil acheteur ou à défaut déclarations du candidat établies à partir des formulaires à compléter **DC1 et DC2** disponibles en téléchargement à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le Dume ou équivalent devra fournir :

- les renseignements et/ou documents permettant d'apprécier les capacités professionnelles et notamment la présentation des principaux services fournis au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- les renseignements et/ou documents permettant d'apprécier les capacités techniques : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années ; matériel qui sera utilisé pour l'exécution du marché ;
- les renseignements permettant d'évaluer la capacité économique et financière et notamment le chiffre d'affaire annuel réalisé au cours des 3 dernières années, assurances contre les risques professionnels.

S'il est en redressement judiciaire, le candidat fournit la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet.

NB : il est rappelé que ces documents doivent être fournis par les cotraitants, en cas de cotraitance, ou par les sous-traitants déclarés dès la remise de l'offre, en cas de sous-traitance (services uniquement).

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Au niveau de l'offre

L'offre se présente sous la forme suivante :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;
- La décomposition du prix global forfaitaire ;
- La note technique et organisationnelle proposée par le candidat dans laquelle seront précisés : la méthodologie mise en place, les délais d'exécution proposés par phase s'inscrivant dans le délai maximal de la présente consultation et l'équipe projet qui sera en charge de ce marché, datée et signée (présentation nominative de l'équipe affectée à la réalisation des prestations et niveaux de qualification (profils, compétences, expériences, qualité rédactionnelle...)).

Remarque : Les candidats n'ont pas à joindre dans leur offre le présent règlement de la consultation (RC), seuls faisant foi les originaux détenus par la régie.

5- Conditions de transmission des réponses

Les candidats sont tenus de répondre à la consultation sous forme dématérialisée, sur la plateforme de gestion des marchés publics de la régie accessible à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Chaque candidat peut choisir de signer électroniquement son offre mais ce n'est pas une obligation. Dans ce cas, il devra également être titulaire d'un certificat électronique afin de signer sa réponse électronique.

Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

6- Jugement des offres

Dispositions générales

Préalablement à tout examen des offres sur la base des critères énoncés ci-dessous, il sera procédé à une analyse de la conformité des offres. Des précisions ou justifications pourront être demandées au candidat soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre apparaît anormalement basse.

Dans les deux cas, les demandes seront effectuées via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>, avec un délai de réponse exigé, auquel le candidat sera tenu.

Critères de jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 - Valeur technique de l'offre	60
2 - Prix des prestations	40

La valeur technique notée sur 100 points et pondérée à 60% :

Elle sera jugée au regard du mémoire technique obligatoire du candidat précisant :

- **L'équipe du projet qui sera notée sur 50 au regard des éléments suivants :**
 - L'organisation de l'équipe pour les différentes missions de la prestation ;
 - L'adaptation de l'équipe à l'opération pour les différentes missions de la prestation. Il est demandé dans ce cadre que les CV des intervenants soient fournis à l'appui du mémoire technique ;
 - Les moyens de l'équipe pour les différentes missions de la prestation.
- **La méthodologie qui sera notée sur 50 au regard des éléments suivants :**
 - Les documents remis dans le cadre des différentes missions d'études ;
 - Les réunions prévues ;
 - L'accompagnement et l'assistance proposés.

Le prix de l'offre sera noté sur 100 points et pondéré à 40 % :

La note maximale est attribuée à l'offre du moins-disant.

Il sera pris en compte pour la notation le montant de l'offre au regard du montant de l'acte d'engagement.

7- Conditions d'attribution du marché

Attribution du marché

Au terme du jugement, les offres seront classées par ordre décroissant. Le marché sera alors attribué au candidat dont l'offre sera arrivée en tête du classement correspondant au choix de l'agence, sous réserve les documents prévus à l'article R2143-5 du Code de la Commande Publique soient recevables.

Signature de l'acte d'engagement

La personne habilitée à engager juridiquement l'attributaire devra signer **un acte d'engagement** (dont le modèle ATTRI1 lui sera transmis) correspondant à l'offre retenue assortie des éventuelles mises au point.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, la déclaration du sous-traitant (formulaire DC4) sera jointe à cet acte d'engagement. Cette déclaration sera obligatoirement signée électroniquement :

- par la personne habilitée à engager juridiquement l'attributaire qui se présente individuellement ou le membre du groupement qu'il représente ;
- et par la personne habilitée à engager le sous-traitant.

L'acte d'engagement ainsi que les déclarations de sous-traitance seront retournés en version pdf signées via la plateforme mentionnée ci-avant. L'attributaire veillera à ne pas verrouiller le document lors de sa signature afin que les autres signataires puissent apposer leur signature également.

Il est rappelé qu'une signature scannée ne constitue pas une signature électronique valable dans le cadre d'un envoi dématérialisé au sens de l'article 1316-4 du code civil.

9- Pièces contractuelles du marché

L'offre retenue fera l'objet d'un marché constitué par les documents contractuels, classés par ordre de priorité, suivants :

- Pièce n°1 : Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.A.P.), valant acte d'engagement, dûment complété et signé par la personne habilitée à engager l'attributaire et son devis annexé, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la régie fait seule foi ;
- Pièce n°2 : Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Prestations intellectuelles, objet de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG PI) ;
- Pièce n°3 : Le mémoire de l'attributaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

Le titulaire déclare connaître parfaitement la pièce générale 3 bien que non jointe au DCE.

10- Notification du marché

Le marché sera signé électroniquement et notifié au titulaire par voie dématérialisée via la plateforme mentionnée ci-avant.

11- Renseignements complémentaires

Tous les renseignements complémentaires sollicités (obligatoirement par écrit) sur le dossier de consultation seront communiqués jusqu'au **10 juin 2026**, 19 heures au plus tard sous réserve que les demandes parviennent au plus tard le **8 juin 2026**. Les candidats sont donc invités à transmettre leur demande par le biais du système de messagerie sécurisé sur la plateforme mentionnée ci-avant.

Les renseignements pourront être obtenus auprès de :

Renseignement(s) administratif(s) :

**M.le Directeur de la Régie Municipale
d'Électricité de Tarascon-sur-Ariège**

Route d'Arignac – BP 70110

09 400 Tarascon-sur-Ariège cedex

M. Philippe RUFFAT

Tél : 05 61 05 90 08

Portable : 06 14 75 55 11

Courriel :

direction@rme09.fr

s.pedoussat@rme09.fr

Renseignement(s) technique(s) :

Les Etudes de K.

Claire-Emmanuelle Mercier

21, rue de l'allée

31 420 Aurignac

Tél : 06 28 27 93 11

Courriel :

claire-emmanuelle.mercier2@orange.fr

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les candidats sont avertis que toutes les réponses seront apportées par écrit et le cas échéant, portées à la connaissance de tous les candidats lorsque cela s'avèrera nécessaire via le site de dématérialisation des marchés publics.

Fait à Tarascon-sur-Ariège, le 12 mai 2026

Philippe Ruffat

Directeur de la RME Tarascon-sur-Ariège